mais encore lorsqu'elle a fait des institutions, qu'elle a regardées comme nécessaires à son régime, & qui sont devenues d'un usage universel. ,,

Après cela, & conséquemment aux principes posés, l'illustre prélat déclare, article par article, tout ce qu'il est résolu de faire ou de ne faire pas, dans ces circonstances pénibles & affligeantes, sans qu'aucune considération humaine ni aucun sophisme de l'erreur puisse le détourner de ce qu'il doit à Dieu, à l'Eglise, au souverain Pontife, & à ses chères ouailles.

L'homme respectable qui m'envoie cette *Déclaration*, se plaint de la critique de quelques lecteurs superficiels qui ont paru étonnés de ce que l'illustre prélat rapporte le droit de confirmer les évêques à la primauté du pape, & conséquemment au dogme catholique dont cette primauté est incontestablement un article. Le fondement de cette critique, est que pendant un certain tems les évêques ont été confirmés par les métropolitains. Mais les critiques ont oublié d'examiner si pendant ce tems les métropolitains ont eu, comme le pape, le *droit divin* de donner cette confirmation. Si ce droit découle de la primauté, comme le dit Pie VI dans sa Bulle contre Eybel (& comme l'on ne peut en douter par la nature même d'un droit nécessaire à l'unité & à la conservation de l'Eglise) *jure ex primatu ducto* ; il est évident que jamais les métropolitains n'ont eu un tel droit, & qu'ils n'ont confirmé les évêques qu'autant que l'Eglise universelle & le Pontife (qui les confirmoit eux-mêmes) l'ont trouvé bon. Leur qualité même de métropolitain n'é-